

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Pakistan

N° 65 du 30.01 au 19.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

Paroles & action du président...

Tara Mckelvey : A l'intérieur de la machine à tuer (In the killing machine)

Le Pakistan au cœur des débats.

Eventuelle implication de «Blackwater», dans l'attentat contre le ministre des Minorités religieuses.

3 Politique

a) locale

b) Usa

4 Dossiers

Mike Whitney : l'affaire Raymond Davis.

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

5-1 Alessandro Cisilin : Al-Qaïda : même la « marque » s'effrite.

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ikram Ghioua : LE FBI applique des théories réductrices: , Le terroriste a-t-il un profil-type?

7 Annexe

7-1 "Karachigate" : La DGSE évoquait une « piste financière » le jour-même de l'attentat.

Paroles & action du président...

Tara Mckelvey : A l'intérieur de la machine à tuer (In the killing machine)

Cela paraît presque obscène de se préoccuper des états-d'âme de [John Rizzo](#), le juriste de la CIA qui, au cours de sa carrière, a donné son feu vert à l'exécution par drones interposés de dizaines, voire de centaines d'hommes suspectés de terrorisme au Pakistan ou en Afghanistan.

On aimerait plutôt donner la parole aux familles de victimes pour qui la mort est tombée du ciel en un instant.

Pourtant cet article de *Newsweek*, traduit et publié par *Le Nouvel Obs*, nous en apprend un peu plus sur les processus de décision au sein de la CIA dans sa lutte hyper-technologique contre les "menaces terroristes" depuis 2001, et sur le cynisme de ces gens qui semblent avoir le droit de vie ou de mort sur n'importe quel quidam à l'autre bout de la Terre.

[A l'intérieur de la machine à tuer \(In the killing machine\)](#)

Le président Obama a ordonné un nombre record de frappes de Predator.

Voici un entretien exclusif avec un homme qui ratifiait les "opérations létales".

C'est une pièce banale dans un immeuble de bureaux de la Virginie du nord. L'endroit est bourré d'écrans d'ordinateurs, de claviers et de cartes. Quelqu'un est assis à son bureau, la main sur une manette. John A. Rizzo, à cette époque directeur juridique de la CIA, se tient non loin, avec d'autres employés de l'agence. Ensemble, ils observent des images sur un écran où l'on voit un homme et sa famille conduisant sur une route à des milliers de kilomètres de là. Le véhicule ralentit, l'homme descend.

Quelques instants plus tard, une explosion remplit l'écran, l'homme est mort. *"Les choses étaient menées de façon très professionnelle"*, raconte Rizzo. Un drone aérien vient d'exécuter l'homme, terroriste de haut rang présumé, après qu'il eut quitté sa voiture. Les membres de sa famille ont été épargnés. *"L'agence était très pointilleuse à ce sujet"*, ajoute Rizzo. *"Ils s'efforçaient de minimiser les dommages collatéraux, et notamment sur les femmes et les enfants"*.

Le public est au courant depuis un certain temps des grandes lignes du programme d'exécution de présumés terroristes par la CIA — y compris de la façon dont les Etats-Unis se servent de drones pour tuer les militants résistants et d'Al-Qaïda au Pakistan. Mais le processus exact par lequel on désigne qui doit être traqué et *"réduit en miettes"*, comme le dit Rizzo, n'avait jamais été rapporté jusqu'ici. Un coup d'œil sur la bureaucratie impliquée dans ces opérations révèle une organisation méthodique, dotée de plusieurs couches, dirigée par un corps de fonctionnaires exécutant leurs tâches de façon professionnelle. Et pourtant, le fait que Rizzo fut impliqué dans des *"assassinats"*, comme il le dit parfois, et que ces opérations aient été planifiées à l'avance, de façon formaliste, pose un certain nombre de questions.

Plus d'un an après son départ du gouvernement, Rizzo, homme élégant de 63 ans, portant barbe, boutons de manchette et une cravate jaune pâle, s'est entretenu avec nous dans un restaurant de Washington de son rôle dans les *"opérations létales"* de la CIA autour d'un Côtes-du-Rhône et d'un steak. Parfois, Rizzo prend un ton cavalier. *"À la base, c'est une liste de types à buter"*, dit-il.

Puis, il pointe un doigt sur mon front et fait semblant de presser la détente. *"Le Predator est l'arme de prédilection, mais ça pourrait tout aussi bien être quelqu'un qui vous colle une balle dans la tête"*.

Le nombre de ces assassinats, principalement exécutés sur le territoire pakistanais par des Predators, a considérablement augmenté sous l'administration Obama, et ces actions secrètes font aujourd'hui partie intégrante de la stratégie « antiterroriste » des Etats-Unis.

La façon dont les agents de la CIA sélectionnent les cibles de ces opérations létales est un processus relativement simple, et pourtant largement ignoré. Le président n'est pas informé de chacun des noms. Rizzo explique qu'il était lui-même en charge des autorisations. A Washington, on parle d'une *"liste de cibles"*, termes employés par l'ancien sous-secrétaire d'état Richard Armitage pour décrire le processus lors d'une récente réception à Washington. En réalité, cependant, il n'existe probablement pas à la CIA de liste de gens destinés à mourir. *"Je n'ai jamais vu de liste"* indique un officiel du Département d'État ayant participé à des discussions sur les opérations létales, parlant anonymement en raison du sujet abordé. À la CIA, les responsables choisissent des cibles à *"neutraliser"*, indique-t-il. *"Il s'agit d'individus que nous recherchons et dont nous venons à penser qu'ils constituent une menace qu'il vaut mieux à présent neutraliser"*.

L'armée et la CIA partagent souvent les mêmes cibles — Oussama Ben Laden, par exemple — mais s'occupent de régions du monde distinctes.

Parfois, ils font équipe — où même travaillent l'un pour l'autre. Lorsque l'ancien officier de la CIA Henry A. Crumpton était en Afghanistan après le 11 septembre, lui et le Général Stanley McChrystal — ancien chef du Commandement unifié des Opérations Spéciales, une unité militaire secrète — travaillaient en étroite collaboration, ainsi que leurs subordonnés.

"Certains des gens que je connaissais, et qui travaillaient pour moi, sont partis travailler pour lui, et vice versa" se souvient Crumpton. D'après des experts de l'anti-terrorisme, le président Obama et ses conseillers sont en faveur d'une approche plus agressive pour des raisons pratiques — les responsables gouvernementaux préfèrent éliminer les terroristes présumés plutôt que de les capturer. *"Depuis qu'en raison de la situation politique et légale des Etats-Unis les techniques d'interrogatoires agressives ont de toute façon été remises en question, il est devenu moins intéressant de capturer plutôt que de tuer"*, écrit Kenneth Anderson de l'American University dans un essai sur la question que les responsables de la Maison Blanche d'Obama ont abondamment compulsé. *"Et si l'on a l'intention de tuer, on le fera de préférence de loin, afin d'éliminer les problèmes de reddition, potentiellement embarrassants"*.

Pour défendre cette approche brutalement pragmatique, les responsables de l'administration arguent que les frappes aériennes menées au moyen de drones permettent d'éliminer des militants d'Al-Qaïda et réduisent ainsi les probabilités d'une nouvelle attaque terroriste. Ils prennent également garde à rassurer le public sur la question de la légalité de ces assassinats. Lorsque *Newsweek* s'est adressé au gouvernement en vue d'obtenir un commentaire, un responsable nous a déclaré, sous couvert de l'anonymat du fait de caractère sensible de la question : *"Ces opérations anti-terroristes sont menées dans le strict respect de la législation américaine et du cadre juridique fourni par le Département de la Justice"*.

Comme l'explique Bruce Riedel, ancien cadre de la CIA, *"sur ce point, on n'est plus au jardin d'enfants : on le fait depuis 2001, en suivant un protocole aujourd'hui parfaitement établi"*.

Un article du *Los Angeles Times* décrit un jour John Rizzo comme *"le juriste de carrière le plus influent de l'histoire de la CIA"*, et il est certain qu'il en sait plus que quiconque au gouvernement sur les aspects légaux des assassinats ciblés menés par la CIA. C'est pourtant quasiment par accident qu'il est entré dans le monde de l'espionnage. Diplômé en droit de l'université George Washington, il vit dans la capitale dans les années soixante-dix lorsqu'est publié le rapport de la commission Church sur les tentatives d'assassinat par la CIA de leaders étrangers. Rizzo y voit une opportunité : *"Vu l'ambiance, ils vont avoir besoin d'avocats"*. Il décroche peu après un emploi à la CIA.

Quelques décennies plus tard, alors que s'intensifient à la CIA interrogatoires et opérations létales dans la foulée du 11 septembre, Rizzo se retrouve lui-même au centre de la controverse. Il est, selon ses propres mots, *"plongé jusqu'aux yeux"* dans le programme du Président Bush d'interrogatoires améliorés menés dans les *"black sites"*, prisons secrètes situées en Afghanistan et d'autres pays. John C. Yoo, juriste du Département de la Justice, rédige en août 2002 le fameux *"mémo sur la torture"* en réponse à une demande de clarification de Rizzo quant aux techniques pouvant être appliquées aux détenus. Rizzo espérait accéder au poste de directeur juridique de l'agence, une idée devant laquelle les membres de la commission du

renseignement du Sénat ont regimbé en raison de son rôle dans l'autorisation des interrogatoires. Rizzo prend sa retraite en 2009.

On peut parfois déceler de la vantardise chez Rizzo. "*Combien de professeurs de droit ont déjà signé un ordre d'exécution ?*" demande-t-il. Aussi vite, il insiste sur le soin apporté aux travaux préparatoires, et indique avoir senti qu'il était important d'assister à l'exécution de certains de ces terroristes de haut rang présumés par le biais des images en direct diffusées dans les bureaux de la CIA. "*Il était important pour moi que ce soit fait le plus proprement possible*", explique-t-il.

Proprement, mais néanmoins complexe d'un point de vue éthique. Rizzo s'est parfois trouvé assis à son bureau au septième étage de l'immeuble de la CIA en question, devant un câble évoquant un terroriste présumé, se demandant quel jugement ses parents irlando-italiens porteraient sur les nouvelles tâches qu'on lui avait confiées.

Après que le Président Bush eut donné à la CIA l'autorisation de traquer les combattants d'Al-Qaïda, suite au 11 septembre, "*on a toujours eu recours à des juristes. Ils étaient toutefois très bons — très agressifs, très utiles, en fait*", raconte Crumpton. "*Ils nous aidaient à comprendre le droit international et les problèmes transfrontaliers, et clarifiaient pour nous certains termes de la directive présidentielle*".

Aux termes d'un nouveau décret de George W. Bush, signé plusieurs années plus tard, il devint possible de prendre pour cible un certain nombre de gens travaillant dans des camps terroristes, au-delà des terroristes présumés identifiés. Dès lors, le nombre de candidats potentiels examinés par les juristes de la CIA allait considérablement augmenter. En dépit du secret entourant ces ordres, leur objectif apparaît clairement. "*Les pouvoirs conférés par ces directives présidentielles sont certainement les plus radicaux, les plus létaux, depuis la création de la CIA*" déclarait à une commission de la chambre des représentants William C. Banks, directeur de l'Institut pour la Sécurité Nationale et l'Antiterrorisme de l'Université de Syracuse.

Le centre névralgique de ces assassinats ciblés est le *Counterterrorist Center* de la CIA où des juristes — une dizaine environ, selon Rizzo — rédigent des câbles affirmant que tel ou tel individu constitue une grave menace pour les Etats-Unis. Les câbles de la CIA sont juridiquement formalistes, argumentés avec soin, et peuvent souvent faire jusqu'à cinq pages. Michael Scheuer, qui a été à la tête de l'unité Oussama Ben Laden de la CIA évoque un "*dossier*" ou "*document de deux pages*" accompagné d'une annexe apportant les données sous-jacentes, au cas où quelqu'un voudrait les consulter intégralement. "*Le dossier*", dit-il, "*passait par les juristes, qui prenaient la décision. Ils étaient très pointilleux*". Parfois, selon Scheuer, la barre était placée trop haut. "*Très souvent, il s'en est ensuivi des opportunités manquées. Alors l'idée selon laquelle des gens se sont fait tuer sur la seule base d'un soupçon... J'aurais bien aimé que ce soit vrai. Si ç'avait été le cas, il y aurait moins de méchants encore vivants*".

Parfois, se souvient Rizzo, les preuves accumulées contre tel ou tel individu étaient trop minces et au département juridique, les supérieurs déclaraient aux subordonnés : "*Votre dossier n'est pas assez solide*". "Parfois", explique Rizzo, "*la justification était qu'on pensait que l'individu en question avait assisté à une réunion. C'était trop faible*". Le mémo était renvoyé à l'étage du dessous.

Les câbles qui étaient "*prêts à l'emploi*", comme le dit Rizzo, se terminaient par les mots suivants : "*En conséquence permission requise pour engager une opération létale contre la cible*". Suivait un espace pour la signature du directeur juridique, suivi du mot "*accord*". Rizzo indique qu'il voyait passer environ un câble par mois, et qu'il se trouvait toujours environ trente personnes ciblées. Nombre d'entre elles ont été tuées, mais pas toutes : "*Les numéros 1 et 2 du hit-parade sont toujours en circulation*", confirme Rizzo, parlant de "*qui-vous-savez et de [Ayman al-] Zawahiri*", un des principaux leaders d'Al-Qaïda.

Comme l'ont souligné les critiques de l'administration, les responsables du gouvernement doivent respecter une procédure bien plus stricte pour obtenir la permission de mettre quelqu'un sur écoute dans ce pays que pour faire de quelqu'un la cible d'une opération létale à l'étranger.

Rizzo semble amer devant le fait qu'il ait été critiqué, ainsi que d'autres cadres de la CIA, pour avoir autorisé sous l'administration Bush des interrogatoires brutaux, alors qu'on ne s'émeut que très peu du rythme plus rapide des opérations létales sous Obama (de 2004 à 2008, Bush a autorisé 42 frappes de drone, selon la *Fondation New America*. Le nombre a plus que quadruplé sous Obama — 180 lors du dernier décompte).

Les détenus, dans l'ensemble, ont survécu, observe Rizzo. Ce qui bien souvent aujourd'hui n'est pas le cas des présumés terroristes de haut rang.

D'autre part, en dépit des contrôles bureaucratiques, la réalité n'est pas toujours aussi précise. En décembre, la population a défilé dans les rues d'Islamabad pour protester contre les frappes et exprimer son soutien à un résident du Waziristan, Karim Khan, dont le fils et le frère avaient été tués en 2009 lors d'une frappe et qui a depuis intenté un procès contre les Etats-Unis, imputant leur mort à un responsable de la CIA.

Les responsables gouvernementaux insistent sur le fait que les assassinats ciblés reposent sur des bases légales solides, ce que contestent nombre d'universitaires. À l'université de Georgetown, Gary Solis, auteur d'un Code du Conflit Armé, affirme que les employés qui à la CIA manoeuvrent des véhicules aériens sans pilote sont des civils directement engagés dans des hostilités, agissements qui font d'eux des "*combattants illégaux*", pouvant à ce titre éventuellement être poursuivis.

Rizzo travaille actuellement à ses mémoires. Il ne parle pas de la moralité de ce qu'il a fait — ce n'est pas son genre — mais depuis quelque temps, il cherche à affronter les implications du travail meurtrier qui fut le sien, et que d'autres continuent à exécuter dans cet immeuble de bureaux, en Virginie.

[Tara Mckelvey](#)

11 mars, 2011 by [GeantVert](#)

[Newsweek](#), le 13 février 2011

Traduction David Korn pour [Le Nouvel Obs](#)

[Le Pakistan au cœur des débats.](#)

Eventuelle implication de «Blackwater», dans l'attentat contre le ministre des Minorités religieuses.

L'éventualité de l'implication de la société de sécurité américaine «Blackwater», dans l'attentat à la vie du ministre pakistanais des Minorités religieuses, se renforce.

Selon le site News, les sources d'informations au Pakistan ont affirmé, aujourd'hui, vendredi, que d'après la manière dont cet attentat a été mené et des documents en main, des hommes de «Blackwater», à Islamabad, seraient impliqués dans l'assassinat de Shahbaz Bahti. Bahti, le ministre des Minorités religieuses du gouvernement fédéral pakistanais, après avoir été, la semaine dernière, attaqué par un individu, à l'identité inconnue, a succombé à ses blessures, dans l'ambulance qui le conduisait à l'hôpital. Les Résistants pakistanais ont revendiqué cet attentat, et, pourtant, selon les informations des instances sécuritaires de ce pays, l'implication de «Blackwater» est probable. Les responsables gouvernementaux, les partis politiques, ainsi que les religieux pakistanais, ont condamné l'attentat contre Bahti.

04/03/2011

<http://french.irib.ir>

Au jour le jour

Les zones tribales pakistanaises frontalières de l'Afghanistan sont considérées comme des bases arrière pour les résistants, d'où ils mènent des attaques contre les forces internationales déployées en Afghanistan ainsi que contre l'armée pakistanaise.

Résistance

19-11

Les attaques devenues quasi-quotidiennes depuis les quelques jours qui ont précédé le lancement de l'offensive du Waziristan, le 17 octobre, les résistants empêchant ainsi de dissuader l'armée d'y engager quelque 30.000 soldats au sol.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/>

8/3()

Cinq militants présumés ont été tués mardi par une frappe de missiles américains dans le nord-ouest du Pakistan,

AP

11/3

Au moins six résistants ont été tués vendredi par les missiles de drones américains dans le nord-ouest du Pakistan, ont annoncé les forces de sécurité, donnant un nouveau bilan.

Un premier appareil a tiré deux missiles sur un véhicule dans le village de Khaisor, dans le district tribal du Waziristan du Nord, tuant trois occupants, des "résistants", a déclaré à l'AFP par téléphone un responsable militaire de la région, sous couvert de l'anonymat.

Un quart d'heure plus tard, **un second drone a tiré sur les civils qui s'étaient portés au secours des victimes, tuant trois autres résistants, selon ces sources.**

AfP

15/3

Au moins cinq résistants ont été tués mercredi par les missiles d'un drone américain dans le nord-ouest du Pakistan, où ces avions sans pilote

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iyoWCbm--U6kW9QERVt9SkkO-9eA?docId=CNG.7dc236e5568320406531881a095b6a62.f1>

17/03

Au moins 25 résistants ont été tués jeudi par une frappe aérienne imputée à un drone américain sur une zone tribale du Pakistan

<http://news.google.fr/news/search?aq=f&pz=1&cf=all&ned=fr&hl=fr&q=PAKISTAN>

21/3 AFP

Des policiers effectuaient une patrouille dans un quartier périphérique de Peshawar, la grande ville du nord-ouest située aux portes des zones tribales où l'armée combat les résistants, quand un "adolescent" a fait exploser sa bombe à proximité de leur véhicule

Au jour le jour

Otan, Usa

24 février -

Au moins 15 camions de carburant destinés aux forces de l'Otan en Afghanistan ont été incendiés vendredi dans le nord-ouest du Pakistan, rapporte la chaîne de télévision pakistanaise DawnNews. Un groupe de résistants a attaqué le convoi transportant du carburant pour les troupes de la coalition en Afghanistan aux abords de Peshawar. Les attaquants ont fait exploser les camions-citernes et ouvert le feu sur les conducteurs. L'opération a fait quatre tués indique encore DawnNews.

RIA Novosti

26/2

Quatre personnes ont été tuées dans le nord-ouest du pays, vendredi, lors d'une attaque contre des camions de carburant destinés à la force de l'Otan en Afghanistan

AP

1 Les Déclarations

Troupes d'occupation

USA

L'Américain de la CIA libéré contre compensation aux familles.

L'Américain travaillant pour la CIA qui a tué fin janvier deux hommes a été remis en liberté mercredi par un tribunal contre le "prix du sang", une compensation financière versée aux familles en vertu de la loi islamique, a annoncé un ministre.

"Les familles des deux hommes tués ont déclaré solennellement devant le tribunal qu'elles accordaient leur pardon" à Raymond Davis, a déclaré Rana Sanaullah, le ministre de la Justice de la province du Pendjab en direct sur la chaîne de télévision pakistanaise Geo TV.

16 mars

<http://www.romandie.com/infos/news2/110316121621.7y58uh56.asp>

Le Pakistan en chiffre

“ «Qu'il s'agisse d'une attaque ou d'une attaque par drone, Pour moi c'est la même chose, un Pakistanais a été tué ”

Pakistan Body Count

Les données sont recueillies à partir des rapports des médias, les hôpitaux, et internet.

Toutes les données sont accessibles au public et il n'y a pas de données classées ici. Il s'agit d'un effort pour mesurer l'intensité de suicide et les attaques Drone au Pakistan ”.

Suicide Bombing Victims

Dead = 4,502 , Injured = 12,012 , Total = 16,514 and Counting...

Drone Attacks Victims

Dead = 2,205 , Injured = 909 , Total = 3,114 and Counting...

Pakistan Body Count: <http://www.pakistanbodycount.org/>

3 Politique

a) Locale

Sur le terrain

02/03/

Le ministre des minorités religieuses Shahbaz Bhatti a été assassiné mercredi à Islamabad, la capitale pakistanaise, a annoncé la chaîne télévisée DawnNews se référant à des sources policières.

Selon la chaîne, deux criminels ont ouvert le feu sur la voiture du ministre qui roulait dans une des rues d'Islamabad. Le ministre a été hospitalisé d'urgence, mais les médecins n'ont pas réussi à lui sauver la vie.

La police n'est pas encore parvenue à identifier les assaillants.

4 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Mike Whitney : l'affaire Raymond Davis.

Un agent de la CIA, accusé d'un double-meurtre, révèle d'étranges accointances.

Lorsque l'agent de la CIA Raymond Davis a abattu deux civils pakistanais en plein jour dans une rue fréquentée à Lahore, il n'imaginait probablement pas que toute la classe politique à Washington volerait à son secours. C'est pourtant ce qui est arrivé. Barack Obama, Hillary Clinton, Mike Mullen, John Kerry, Leon Panetta et bon nombre de grosses pointures sont tous intervenus en faveur de Davis. Aucun de ces défenseurs acharnés de « l'état de droit » n'a montré le moindre intérêt pour les victimes ni même pour une enquête qui pourrait découvrir ce qui s'est réellement passé. Oh, non. Ce que Clinton et consorts désirent, c'est de voir leur agent Davis embarqué dans le premier avion pour Langley (siège de la CIA – NdT) afin qu'il puisse recommencer à tirer dans le tas dans une autre partie du monde. Clinton sait-elle que Davis a tiré cinq balles dans le dos de ses victimes, et qu'il s'est ensuite tranquillement rendu à sa voiture pour prendre un appareil photo et photographier les cadavres ? Sait-elle que les deux soi-disant « diplomates » qui se sont portés à son secours en Land Rover (en tuant au passage un passant) ont été discrètement évacués du pays pour ne pas passer devant un tribunal ? Sait-elle que les familles des victimes sont à présent menacées et agressées pour les empêcher de témoigner contre Davis ? Voici un extrait d'un article du magazine The Nation, publié jeudi dernier :

« Trois hommes armés ont forcé Muhammad Sarwar, l'oncle de Shumaila Kanwal, veuve de Fahim abattu par Raymond Davis, à avaler des pilules après avoir fait irruption dans sa maison à Rasool Nagar, Chak Jhumra.

Sarwar a été emporté d'urgence à l'hôpital dans un état critique où les médecins tentent de le sauver depuis Jeudi. Le frère de Muhammad Sarwar a déclaré à The Nation que trois hommes armés ont fait irruption dans la maison après avoir cassé une vitre. En entendant le bris de verre, Muhammad Sarwar est sorti. Les malfrats ont commencé à le rouer de coups. Les autres membres de la famille, dont des femmes et enfants, qui se sont précipités à son secours ont été pris en otage et battus. Les trois malfrats ont ensuite pris tout le monde en otage sous la menace de leurs armes et obligé Sarwar à avaler des pilules. »

Bien joué, Hillary. On est en plein dans « l'état de droit » tel qu'on l'entend ici aux Etats-Unis. Mais pourquoi toutes ces intrigues et pressions ? Pourquoi le Département d'Etat invoque-t-il la convention de Vienne sur les relations diplomatiques pour prétendre que Davis bénéficie de l'immunité diplomatique ? Si Davis est innocent, alors il n'a rien à craindre, n'est-ce pas ? Pourquoi ne pas laisser le procès se dérouler au lieu de renforcer l'idée largement répandue que Davis représente une pièce maîtresse dans les opérations clandestines des Etats-Unis au Pakistan ? La vérité est que Davis photographiait depuis un certain temps des installations sensibles et des madrasses, le genre d'activité à laquelle se livrent les espions qui cherchent de nouvelles cibles. Il a aussi été en contact étroit avec des membres d'organisations terroristes, ce qui laisse entendre un lien entre la CIA et les attentats au Pakistan. Voici un extrait de The Express Tribune de mercredi : *« Son téléphone portable a révélé des contacts avec deux auxiliaires d'Al Qaeda au Pakistan, Tehreek-e-Taliban du Pakistan (TTP) et le sectaire Lashkar-e-Jhangvi (LeJ), ce qui fait croire qu'il était impliqué dans les attentats qui ont frappé les forces de sécurité pakistanaises et la population. Ceci indique que l'Amérique travaille avec les Résistants et Al Qaeda contre l'état pakistanais afin de viser, selon un officiel, les installations nucléaires pakistanaises. »* « Al Qaeda » ? La CIA travaille avec des « auxiliaires d'Al Qaeda au Pakistan ? » Pas étonnant que les médias gardent un silence de plomb sur cette affaire. Évidemment, la plupart des Pakistanais croient maintenant que les Etats-Unis complotent avec les terroristes pour semer les troubles, affaiblir l'état et accroître leur influence dans la région. Mais n'est-ce pas ainsi que les Etats-Unis agissent partout dans le monde ? De plus, beaucoup de gens ont remarqué que les attaques par drones (avions sans pilote – NdT) des Etats-Unis ont cessé depuis l'arrestation de Davis. Est-ce une coïncidence ? C'est peu probable. Davis était probablement en train de collecter des coordonnées auprès de ses nouveaux copains pour les transmettre au Pentagone. Les bombardement par

drones sont extrêmement impopulaires au Pakistan. Plus de 1400 personnes ont été tuées depuis août 2008, la plupart des civils.

Mais il y a plus. Voici un extrait de The Nation (pakistanaï) :

« Un avocat local a présenté à la justice un document affirmant que l'accusé (Davis) préparait une cartographie des lieux sensibles au Pakistan via un système de GPS installé dans sa voiture. Il a ajouté que des puces téléphoniques, des armes à feu et des caméras ont été trouvés sur les lieux du crime le 27 janvier 2011. »

Ainsi, la puce électronique de Davis a permis d'identifier de futures cibles dans les régions tribales.

Il est probable qu'il était assisté par des recrues ou des membres locaux de Tehreek-e-Taliban.

De nombreuses affirmations extravagantes ont été formulées quant aux activités menées par Davis, une bonne partie n'étant probablement que pure spéculation. Un article publié par l'agence ANI est alarmant, mais ne fournit aucune preuve. Voici un extrait :

« Le fonctionnaire américain Raymond Davis, accusé d'un double-meurtre, a été arrêté en possession de documents secrets de la CIA qui indiquent que lui ou le redouté commando US « task force 373 (TF373) » opèrent dans la région et fournissent aux terroristes d'Al Qaeda « des matériaux fissiles nucléaires » et des « agents biologiques », selon le rapport.

Les services de renseignement Russes (SVR) mettent en garde que la situation dans le sous-continent est devenue « grave » et qu'une guerre ouverte serait sur le point d'éclater entre le Pakistan et les Etats-Unis, selon The European Union Times...

L'élément le plus sombre de ce rapport du SVR est « l'ISI (Service de renseignement pakistanaï) indique que le document classifié de la CIA découvert sur Davis montre que lui, et/ou le TF373, ont fourni aux terroristes d'Al Qaeda « des matériaux fissiles nucléaires » et des « agents biologiques » destinés à être utilisés contre les Etats-Unis afin de déclencher une guerre ouverte pour pouvoir rétablir l'hégémonie de l'occident sur une économie globale qui serait sur le point de s'effondrer dans les mois à venir ».

Même s'il est impossible de prouver que c'est faux, tout ceci semble un peu tiré par les cheveux. Mais cela ne signifie pas pour autant que Davis n'était pas occupé à quelque chose d'important. Au contraire. Si Davis travaillait avec Tehreek-e-Taliban (selon de nombreuses sources) alors on peut en déduire que la guerre contre le terrorisme n'est qu'une ruse pour camoufler un projet impérial plus vaste. Selon Sify News, le président pakistanaï, Asif Ali Zardari, pense que c'est bien le cas. Voici un extrait :

« Zalmay Khalilzad, l'ancien émissaire des Etats-Unis en Afghanistan, a un jour qualifié de « pure folie » l'affirmation du Président Pakistanais Asif Ali Zardari selon qui les Etats-Unis « organisaient » les attentats (suicides) par les Résistants Pakistanais à l'intérieur de son pays, et qu'il pensait qu'à la fois Zardari et le président Afghan Hamid Karzai, qui croyait lui-aussi à cette théorie de conspiration US, étaient des dirigeants « dérangés ».

La version de Zardari sur l'implication des Etats-Unis dans les attentats est fournie en détail à la page 116 du livre du journaliste US Bob Woodward, « Obama's Wars », selon The News :

Voici ce que relate Woodward : « un soir au cours d'un sommet trilatéral (à Washington, entre Obama, Karzai et Zardari) Zardari dînait avec Zalmay Khalilzad, un ancien ambassadeur US en Afghanistan, en Irak et aux Nations Unies, sous la présidence Bush. Zardari a abandonné sa réserve diplomatique. Il a dit que l'un des deux pays devaient organiser les attentats par les Résistants pakistanaï dans son pays : l'Inde ou les Etats-Unis. Zardari ne pensait pas que l'Inde en était capable, contrairement aux Etats-Unis. Karzai lui a dit que les Etats-Unis étaient bien derrière ces attentats, confirmant ainsi les affirmations de l'ISI pakistanaï. »

« M. Président » a dit Khalilzad, « que gagnerions-nous à faire ça ? Expliquez-moi. »

« C'est un complot pour déstabiliser le Pakistan, a suggéré Zardari, afin que les Etats-Unis puissent envahir le pays et s'emparer des armes nucléaires ». Il ne pouvait pas expliquer autrement l'expansion rapide de la violence. Et la CIA n'avait pas pourchassé les dirigeants des Résistants Pakistanais, un groupe appelé Tehreek-e-Taliban ou TTP, qui avait attaqué le gouvernement. TTP était aussi accusé pour l'assassinat de l'épouse de Zardari, Benazir Bhutto. »

Les affirmations de Zardari paraîtront familières à tous ceux qui suivent les événements en Irak.

Nombreux sont ceux qui sont convaincus que la seule explication logique pour la vague d'attentats dirigés contre des civils était que la violence était organisée par les groupes qui pouvaient tirer profit d'une guerre civile.

Et qui cela pourrait-il bien être ?

Malgré tous les efforts de l'administration Obama pour saboter l'enquête, l'affaire Davis progresse. Qu'il soit puni ou non n'est pas la question. Il ne s'agit pas de Davis. Il s'agit de savoir si les Etats-Unis collaborent avec ces mêmes organisations qu'ils condamnent publiquement pour un objectif plus large. Si c'est le cas, alors la guerre contre le terrorisme n'est qu'une vaste fumisterie.

Mike Whitney

24 février 2011

<http://www.legrandsoir.info/Pakistan-l-affaire-Raymond-Davis-Un-agent-de-la-CIA-accuse-d-un-double-meurtre-revele-d-etranges-accointances.html>

<http://www.informationclearinghouse...>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

5-1 Alessandro Cisilin : Al-Qaïda : même la « marque » s'effrite.

Alors que nos grands médias n'ont pas manqué de qualifier de dérisoires et d'absurdes les propos du Colonel Kadhafi sur les menaces d'al-Qaïda et de l'extrémisme islamiste en Libye pour justifier de sa politique de répression, que reste-t-il exactement de la "nébuleuse terroriste" al-Qaïda, toujours synonyme des effrayants attentats du 11-Septembre ?

Le journal italien "*Il fatto quotidiano*"^(*) revient sur le mythe du réseau terroriste organisé qui avait fait l'objet d'un documentaire de la BBC primé à Cannes en 2005 "*The Power of Nightmares*" (et dont nous vous présentons les meilleurs extraits ci-dessous) qui relevait déjà à l'époque l'irréalité de cette organisation terroriste et de la menace qu'elle représente, en dehors de quelques factions armées qui combattent toujours dans les zones de guerre en Irak ou en Afghanistan/Pakistan. L'ex-directeur du Service de renseignement de sécurité à la DGSE Alain Chouet l'avait pourtant rappelé lui aussi devant une commission du Sénat en mars dernier (voir la vidéo de ses déclarations). Mais les croyances ont la vie dure...

Al-Qaïda : même la "marque" s'effrite

Il ne reste plus que le Colonel Kadhafi et le ministre Maroni (ministre italien de l'Intérieur, NdT) pour dénoncer "l'ombre d'al-Qaïda" derrière les actes de violence et d'insurrection, et aussi quelques reporters pro-gouvernementaux obnubilés par la "guerre au terrorisme" lancée en 2001. Pourtant, sept années ont passé depuis la diffusion du documentaire-choc de la BBC (« **The Power of Nightmares** », en français « Le pouvoir des cauchemars », primé à Cannes), qui montrait l'inexistence du réseau terroriste, au-delà d'un cercle restreint de fidèles d'Oussama ben Laden, en admettant que celui-ci soit encore vivant, ce qui est loin d'être certain même selon les sources du Renseignement.

Au scepticisme d'alors succéda une prise de conscience progressive et pratiquement unanime de la part des analystes concernant la « crise d'al-Qaïda », confirmée par la désaffection croissante de l'opinion publique musulmane dans les sondages [effectués] partout dans le monde, ainsi que par la baisse du nombre d'attentats, en dehors de ceux survenus dans un contexte belliqueux en Irak et en Afghanistan. Ceux qui persistent à maintenir en vie ce mythe utilisent désormais la formule de "structure décentralisée", non seulement pour ce qui concerne la phase opérationnelle, mais aussi pour celle décisionnelle. Une espèce de "marque déposée" en quelque sorte, rien de plus.

Les documents officiels le confirment.

Le Pentagone, lors du dernier point en novembre dernier, dressait la liste de 47 "organisations terroristes" dans le monde ; parmi elles, non pas une, mais quatre porteraient le nom d'al-Qaïda (celle "originale" du Sud-est asiatique, celle "en Irak", celle "de la Péninsule arabique", et celle du "Maghreb islamique"), démentissant par là même la nature unitaire, et la clé de voute même dessinée par ses idéologues, à savoir la perspective (jamais réalisée historiquement) d'un Califat unifié.

Cette décomposition territoriale apparaît très généreuse, étant donné par exemple qu'al-Qaïda au Maghreb opère seulement en Algérie, et se limite à quelques zones désertiques du sud. Mais la carte géographique dressée par l'Union européenne apparaît encore plus hasardeuse, avec son inventaire pratiquement figé depuis 2002, qui met dans un même panier des centaines de sigles de mouvements radicaux (ainsi que des sociétés ou des "centres d'appels", à grand renfort d'adresses et de numéros de téléphone, surtout en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie et à Dubaï), et les associe tous à "al-Qaïda et aux résistants", sans tenir compte des dénégations explicites de la part des principaux intéressés.

Fait particulièrement significatif, le cas du *Libyan Islamic Fighting Group*, considéré non seulement comme l'épicentre de l'extrémisme islamique à Tripoli, mais aussi comme étant à l'origine des attentats dans la région, y compris celui contre Khadafi en 1996. En faire partie est passible de 10 ans de prison dans la législation antiterroriste britannique, alors que la Libye, après avoir arrêté et emprisonné une centaine de ses membres, les a pratiquement tous relâchés ces trois dernières années, dans une tentative d'en diminuer la menace subversive. Leur association avec al-Qaïda avait été établie par les chancelleries occidentales (et dans la liste noire de l'ONU) d'après leur origine au sein des activités antisoviétiques à côté des moudjahidines afghans.

Pourtant, lorsqu'al-Zawahiri, bras droit d'Oussama ben Laden déclara leur affiliation en 2008, il fut submergé par une vague de démentis, dont celui de l'un des leaders historiques du mouvement, Noman Benotman, qui a par la suite rejeté l'idée même de "djihad violent" considéré comme contraire à l'interprétation sunnite de l'islam dont prétend s'inspirer al-Qaïda.

Curieusement, ce même Benotman, suspecté d'avoir organisé l'attentat tragique de Lockerbie en 1988, travaille aujourd'hui pour l'antiterrorisme à Londres. Mais alors que reste-t-il d'al-Qaïda ? De ce qui ressort, quelques centaines d'hommes engagés au côté des résistants dans les zones du sud-est asiatique surveillées par l'ISAF. En somme, rien d'autre qu'une "base" militaire, comme l'indique l'étymologie du terme arabe, et qui combat simplement là où il y a la guerre. Une base lointaine, géographiquement et idéologiquement, non seulement des places d'Afrique du Nord, mais [aussi et surtout] de l'Islam.

Alessandro Cisilin

Note ReOpenNews :

(*) **Il Fatto Quotidiano** : quotidien italien indépendant de tout parti politique et de tout financement public, issu d'un mouvement journalistique qui s'inspire de grandes figures telles que feu Enzo Biaggi l'auteur d'une rubrique télévisée décapante et souvent à contre-courant des opinions dominantes. L'éditorialiste en est Marco Travaglio, intellectuel connu et redouté, défenseur de la Constitution italienne qui s'attaque au "berlusconisme" et à tous ses excès.

Ce journal dresse quotidiennement un bilan sans concession de la vie politique et économique italienne, et Marco Travaglio participe notamment à l'une des émissions hebdomadaires les plus suivies de la TV publique italienne Rai2 "Anno Zéro" animé par le célèbre journaliste Michele Santoro.

Alessandro Cisilin

"*Il Fatto Quotidiano*", le 4 mars 2011

Traduction GV pour ReOpenNews

repris par *Megachip*, le 9 mars 2011

Traduction GV pour ReOpenNews

14 mars, 2011 by GeantVert

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Ikram Ghioua : LE FBI applique des théories réductrices : , Le terroriste a-t-il un profil-type?

Les spécialistes pensent que le FBI applique des théories réductrices qui ne correspondent pas aux observations du gouvernement.

C'est dans une conjoncture particulière, marquée par de multiples révoltes populaires dans le Monde arabo-musulman où l'on note un rôle très timide pour ne pas dire insignifiant des formations et partis politiques à caractère islamiste, que les Etats-Unis d'Amérique s'appliquent à lancer un débat sur la dérive islamiste.

Aux Etats-Unis, certains cercles tentent de réaffirmer par ce débat que le profil d'un futur terroriste cadre avec le port d'une barbe et l'attachement à la religion musulmane. Des critères complètement dépassés et absolument absurdes pour certaines sources sécuritaires qui confient que la religion et le port de la barbe ne confirment en aucun cas le profil d'un futur terroriste soulignant que les juifs intégristes portent aussi la barbe.

Ce débat continue, en fait, d'asseoir des fausses théories sur des bases peu crédibles. Mais contrairement à ce concept qui vise à stigmatiser les musulmans, un centre de recherche américain indique que le processus menant à la radicalisation demeure très complexe et un cliché typique d'un futur terroriste ne peut pas être déterminé aussi facilement. C'est dire que les Américains sont plus conscients et balayent l'idée de l'assimilation du musulman au terrorisme.

Le Brennan Center for Justice de la New York University, vient de publier un rapport dans ce sens, à la veille même de la tenue par la Chambre des représentants américaine d'une audience très controversée concernant la radicalisation de la communauté musulmane. Dans ce rapport, indique l'AFP, on démonte complètement les conclusions simplistes sur le sujet, intitulé «Repenser la radicalisation» en faisant le point sur la recherche en matière de terrorisme made in USA. Depuis le 11 septembre 2001 le terrorisme menace les USA surtout que ce pays a été la cible de plusieurs tentatives terroristes dont les auteurs sont nés ou naturalisés américains. Dans ce contexte, une spécialiste des libertés civiles des musulmans aux USA, Faïza Patel souligne: «Une opinion peu étayée, réductrice sur «comment les gens deviennent terroristes» a gagné une légitimité injustifiée dans certains cercles antiterroristes» et d'ajouter: «Etant donné le caractère fragmentaire et contradictoire des connaissances, un observateur extérieur peut difficilement évaluer qui a raison dans ce discours ambiant.» La spécialiste ne manquera pas d'indexer le FBI et le Nypd (département de la police de New York) jugeant que leurs théories sont indûment réductrices et ne répondent pas aux observations et notes du gouvernement, ni aux nombreuses études des experts en sciences sociales et en psychologie. Contrairement à ceux-là qui se basent sur une étude plus scientifique fondée à partir d'analyses psychologiques et psycho-sociales, le FBI et le Nypd, «la dérive peut être stoppée dès ses débuts par des agents formés pour déceler les bons signes».

Une théorie qui ne s'aligne pas sur les principes actuels de la lutte antiterroriste, ni avec les nouvelles données intervenues.

Pour des sources sécuritaires en Algérie, un futur terroriste peut ne pas avoir de religion. Toutefois, un sentiment de vengeance, un échec, une situation sociale ou une dépression survenue suite à un choc, sont autant de causes qui peuvent faire d'un être humain un terroriste en veille. Cette théorie est évoquée par des services qui jouissent d'une expérience incontestable dans la lutte antiterroriste et ayant pendant 20 ans étudié le profil d'un terroriste. Ces services concluent ainsi que le signe d'une barbe identifiant un musulman comme un terroriste devient complètement absurde.

Tenant compte de ce qui précède, Faïza Patel écrira qu'«il n'y a pas de personne-type qui deviendra un terroriste, pas de moyen de prédire l'avenir extrémiste de quelqu'un, et la pratique de l'Islam en elle-même ne conduit pas au terrorisme».

Dans ce même contexte, un rapport du ministère de la Sécurité intérieure américain souligne: «Il n'y a pas de trajectoire-type menant à la radicalisation politique (...), la progression ne peut pas être réduite à une série invariable d'étapes de la solidarité vers l'extrémisme»

Mais il est toutefois à noter malgré l'incrédibilité de certaines notions, celles-ci continuent par le biais de la police à cibler la communauté musulmane aux USA et la spécialiste prévient: «Il y a un risque que le sentiment par lequel, les forces de l'ordre ciblent injustement les musulmans, ait un impact négatif sur la volonté de certains membres des communautés musulmanes

de coopérer avec la police, notamment le FBI, et de le faire savoir dès qu'ils ont un soupçon ou une inquiétude.»

Ikram Ghioua

10/03/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/5/2011-03-10/87036.html>

7 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

7-1 "Karachigate" : La DGSE évoquait une « piste financière » le jour-même de l'attentat.

Dans cette affaire du "Karachigate", l'information, la "vraie", était là depuis le début, dans une note des Services secrets français qui déjà montrait du doigt la piste "financière". Mais nous sommes en 2002, à peine 6 mois après les attentats aux USA, et en pleine psychose "al-Qaida". L'occasion est trop belle de faire porter le chapeau à ces terroristes islamistes et d'enterrer au plus vite cette affaire. Al-Qaida a bon dos, et encore une fois, comme pour les attentats du 11-Septembre, c'est aux familles de victimes et à leur combat incessant que nous devons la levée d'une partie du voile. Nous la devons aussi à la saisie de cette affaire par Marc Trévidic, un juge apparemment plus efficace et objectif que Jean-Louis Bruguière qui avait instruit l'affaire. Ce dernier apparaît de plus en plus comme un relai des autorités françaises (mais pas seulement !), et l'actuel rejugement par la Cour de cassation des "5 Français de Guantanamo" nous apprend que le juge Bruguière qui instruisait cette affaire à l'époque avec Jean-François Ricard, informait régulièrement l'ambassade américaine des avancées du dossier.

A noter aussi que Marc Trévidic, le juge d'instruction désormais chargé de l'enquête sur Karachi, avait déjà succédé à Jean-Louis Bruguière dans l'affaire de l'assassinat des moines de Tibéhirine, révélant que ces derniers avaient en réalité été assassinés par l'armée algérienne.

M. Trévidic, voulez-vous que nous vous fassions parvenir quelques pièces du dossier "11-Septembre" ?

Karachi: la DGSE évoquait une "piste financière" le jour de l'attentat

paru sur lci.tfl.fr, le 21 janvier 2011

La Direction générale de la sécurité extérieure écartait dès le jour de l'attentat de Karachi, le 8 mai 2002, la piste Al-Qaïda et évoquait une "piste financière" liée à un contrat franco-pakistanaï, selon une source proche du dossier.

Le juge antiterroriste Marc Trevidic, chargé de l'enquête sur l'attentat de Karachi, au Pakistan, qui a tué 15 personnes dont 11 salariés français de la Direction des constructions navales (DCN), a obtenu la déclassification d'une note de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) écrite le 8 mai 2002, quelques heures après les faits. Dans cette note, révélée vendredi par Le Monde et Mediapart, la DGSE indique clairement que "l'attentat contre les ressortissants français de Karachi ne porte pas les marques d'une opération montée par Al-Qaïda".

La DGSE précise que "si l'attentat visait spécifiquement des ressortissants français, on ne peut écarter la possibilité d'une piste financière". Cette note fait partie de 26 documents dont le juge Trevidic a obtenu début 2011 la déclassification. Le magistrat suit la thèse d'un mobile financier, lié à un arrêt du versement de commissions sur un contrat d'armement, pour expliquer l'attentat. Son prédécesseur de 2002 à 2007, Jean-Louis Bruguière, suivait pour sa part la piste islamiste.

GeantVert

22 janvier, 2011

<http://www.reopen911.info/News/2011/01/22/karachi-la-dgse-evoquait-une-piste-financiere-le-jour-de-lattentat/>

L'homme de la CIA sauve sa tête

Alors que l'opinion publique souhaitait sa mort, Raymond Davis, coupable de deux meurtres, a été libéré le 16 mars. L'ampleur de l'affaire a fragilisé les relations avec les Etats-Unis. Mais la presse locale n'en a cure.

Cela faisait deux mois que l'on ne parlait plus au Pakistan que de cet agent de la CIA, Raymond Davis, en détention à Lahore pour avoir tué deux jeunes Pakistanais le 27 janvier dernier. Le laissera-t-on repartir aux Etats-Unis ? Ou bien sera-t-il condamné sur le sol pakistanais ? L'opinion publique ainsi que des organisations et partis religieux demandaient depuis des semaines qu'il soit inculpé pour meurtre et condamné à la peine capitale. Mais le tribunal a tranché : Davis a été acquitté le 16 mars par la Haute Cour de Lahore contre le "prix du sang" :

une compensation financière de 2,4 millions de dollars [1,7 millions d'euros] versée aux familles en vertu de la loi islamique. L'agent de la CIA a aussitôt quitté le pays et s'est envolé pour Londres, avant même que les médias soient mis au courant. Vite fait bien fait, le dénuement de "l'affaire Davis" montre - une fois de plus - que la dépendance financière d'Islamabad vis-à-vis de Washington ne lui autorise aucune marge de manœuvre. La presse pakistanaise dans sa majorité s'insurge contre la libération du "Rambo assassin", symbole de l'"asservissement" du Pakistan aux Américains.

"*Nous sommes des vendus, écrit-on dans The News. Nos maîtres les Américains doivent être satisfaits de leurs marionnettes à Lahore et Islamabad*". Dans un autre article, le quotidien ajoute : "*Notre souveraineté est-elle à ce point compromise que des agents de la CIA comme Davis sont autorisés à porter l'arme et à la décharger en pleine rue ?*" The Nation, journal très conservateur, parle d'un "*accord honteux*" entre le gouvernement américain et pakistanais pour convaincre la famille des victimes d'accepter le "*prix du sang*" nécessaire pour blanchir Davis. "*Ce sont les religieux et les juges qui normalement décident si l'on requiert le "Diyat" [principe de compensation] ou le "Fazad-fil-Arz" [principe de tort irréparable], qui permet de dire que le crime est digne de la peine de mort. Le tribunal avait tranché pour ce dernier principe*", souligne The News.

A l'inverse de la colère qui traverse la majorité des commentaires, The Express Tribune choisit l'autre camp : "*Voici deux raisons pour lesquelles la libération de Davis était la meilleure chose à faire. D'abord, si Davis détenait un passeport diplomatique, alors il avait droit à l'immunité. Et puis, vu la dépendance du Pakistan envers les Américains en matière d'aide militaire, un tel dénouement s'avérait inévitable*". Diplomate, le journal demande aux deux pays de laisser l'affaire derrière eux et de retrouver un terrain d'entente dans la lutte contre le terrorisme.

Le 27 janvier, Raymond Davis, qui se présente comme un consultant pour le consulat américain de la ville, abat deux hommes qu'il accuse de l'avoir agressé. Il plaide la légitime défense et l'immunité diplomatique. Mais au fil de l'enquête, on découvre qu'il est un agent de la CIA et qu'il a abattu les deux hommes de neuf balles; 5 à travers son pare-brise, 4 pour achever ses cibles. Les Etats-Unis demande sa libération au nom de l'immunité diplomatique mais le Pakistan résiste. Islamabad veut sortir la tête haute et demande même d'échanger contre Raymond Davis Aafia Seddiqui, héroïne pakistanaise, condamnée en septembre 2010 par un tribunal américain à 86 ans de prison pour avoir tenté de tuer ceux qui l'interrogeaient. Les Américains ont, semble-t-il, décliné la proposition et trouvé d'autres arrangements. "*Certains disent qu'il y a eu une collaboration entre les services secrets pakistanais et la CIA. Dans ce cas, nous devons savoir ce que nous y avons gagné*", écrit The Nation. Pour l'instant, les termes de l'échange restent un mystère.

Pakistan.

Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km².

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

Démographie

Population (estimation INED, en millions) 157,9

Composition de la population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km²) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008. Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'État-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie).

Le pays est composé de 4 Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'État indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./11010250>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19